

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

SIE Chatbot — solution SaaS

17 avril 2026

*SASU SmartIA — Siège : 678 avenue Pierre Sauvaigo, 06700 Saint-Laurent-du-Var — RCS
Antibes 100 110 121*

Article 1 — Objet

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après « CGU ») régissent l'accès et l'utilisation du logiciel **SIE Chatbot**, solution logicielle d'intelligence artificielle éditée par la société **SmartIA**, SASU, dont le siège social est situé au 678 avenue Pierre Sauvaigo, 06700 Saint-Laurent-du-Var, immatriculée au RCS d'Antibes sous le numéro 100 110 121 (ci-après « SmartIA »).

Article 2 — Acceptation

L'utilisation du service implique l'acceptation pleine et entière des présentes CGU, sans réserve.

Article 3 — Description du service

SIE Chatbot est une solution SaaS d'intelligence artificielle permettant notamment :

- l'analyse de documents (recherche augmentée par la génération — RAG) ;
- l'intégration avec des outils tiers (Google, Microsoft, Zoom, etc.) dans les limites techniques et contractuelles offertes par le service ;
- la génération de réponses automatisées à partir des données et paramètres du compte Client.

La description fonctionnelle détaillée, les limites techniques et les formules sont précisées sur le site internet de SmartIA, dans la documentation associée au service et/ou dans les conditions contractuelles ou commerciales applicables au Client.

Article 4 — Accès au service

L'accès au service est conditionné par la création d'un compte utilisateur et, le cas échéant, par la souscription à une offre ou une formule.

Les identifiants et moyens d'authentification sont strictement personnels. Le Client et les utilisateurs qu'il habilite sont responsables de leur confidentialité et de toute utilisation effectuée sous leur compte.

Article 5 — Limites d'utilisation

Selon la formule ou l'offre souscrite, des limites peuvent s'appliquer, notamment :

- un nombre d'utilisateurs limité ;
- un nombre de documents ou de sources indexées limité ;
- un nombre d'agents ou d'automatisations limité.

Toute tentative de contournement desdites limites (y compris par décomposition artificielle des usages) est interdite et peut entraîner la suspension ou la résiliation du compte, sans préjudice des autres recours de SmartIA.

Article 6 — Utilisations interdites

Il est notamment interdit :

- d'utiliser le service à des fins illégales, frauduleuses ou portant atteinte aux droits de tiers ;
- d'introduire des données couvertes par le secret professionnel, le secret des affaires ou toute obligation de confidentialité sans autorisation préalable et écrite du titulaire du droit ;
- de détourner le service de son objet (notamment extraction massive non autorisée, atteinte à la sécurité ou à l'intégrité du service, reverse engineering non autorisé dans les limites du droit applicable).

Article 7 — Intelligence artificielle

Le service repose sur des systèmes d'intelligence artificielle. Les résultats générés :

- peuvent être inexacts, incomplets ou obsolètes ;
- ne constituent pas un conseil juridique, fiscal, médical ou plus généralement un conseil professionnel réglementé, sauf disposition contractuelle spécifique écrite.

L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait des réponses et contenus produits par le service, y compris en contexte professionnel.

Article 8 — Responsabilité

Dans les limites autorisées par le droit applicable, SmartIA ne peut être tenue responsable :

- des décisions prises sur la seule base des réponses ou contenus générés par l'IA ;
- des interruptions, ralentissements ou indisponibilités du service (notamment maintenance, dépendance à des hébergeurs ou fournisseurs d'infrastructure) ;

— des erreurs, interruptions ou limitations imputables à des services tiers (API, connecteurs, hébergement, messagerie, etc.).

Article 9 — Suspension et résiliation

SmartIA se réserve le droit de suspendre ou de résilier l'accès au service, avec ou sans préavis selon la gravité, en cas de manquement aux présentes CGU, d'usage abusif, de risque pour la sécurité du service ou des tiers, ou en cas d'impayé lorsque le service est facturé.

Article 10 — Droit applicable

Les présentes CGU sont soumises au droit français. Tout différend relève de la compétence des tribunaux français, sous réserve des règles d'ordre public applicables.

Document établi pour information générale ; les stipulations contractuelles particulières (devis, conditions d'abonnement, DPA, etc.) prévalent en cas de contradiction expresse et signée entre les parties.